

Web-hebdo
géopolitique

L'organe géopolitique de L'OGB (Lys noir) réagit
chaque semaine à l'actualité géopolitique et militaire

3€

Géo Arsenal

Hebdomadaire - 19 avril 2016 - N° 7 - nouvelle série - geoarsenal.m6m@gmail.com - 06 62 66 82 48

L'Islande invente le populisme pirate

*En Islande, après la démission
contrainte du Premier-Ministre,
le Parti Pirate est crédité de
43% des intentions
de vote..*



**Punk et
alcoolique,
Brigitta
est en tête
dans les
sondages**



**Gunnar
Wetterberg
veut l'union
nordique**



Crise islandaise

Quand les *Panama papers* virent un Premier-ministre

Hebdomadaire du Web diffusé gratuitement par courriel à 105.000 adresses



Dilma ou les mutants du parti pirate ?

L'Islande est en pleine crise politique après la démission de son Premier ministre Sigmundur David Gunnlaugsson, tandis que deux de ses ministres sont également éclaboussés par le scandale manipulé des *Panama Papers*. Favori des sondages, le Parti pirate pourrait même prendre les commandes du gouvernement.

La jeune formation libertarienne et technophile, qui milite pour protéger les droits numériques et pour une réforme radicale de la démocratie, a profité des craquements de la vie politique islandaise pour se positionner en alternative.

Mais en Islande aujourd'hui, c'est bien un parti totalement Mutant qui s'approche du pouvoir avec, en bandoulière, la crétinerie la plus achevée et l'égoïste le plus manifeste.

Alors que les Punks à chiens français sont encore incapables de tenir la place de la République au-delà de minuit, leur équivalent islandais, Birgitta Jónsdóttir, est, entre deux shoots et deux rasades d'alcoolique revendiquée, créditée de 43% des intentions de vote...

Dans le même temps, l'incorruptible Dilma Rousseff -qui a gagné ses galons dans la guérilla marxiste sous le régime militaire qui l'arrêta en 1970, la tortura pendant vingt-deux jours, puis la condamna à trois ans de prison jusqu'en 1973- joue sa peau devant le Congrès Fédéral du Brésil.

Il y a donc comme un télescopage entre cette présidente brésilienne, ingénieur, « *Jeanne d'Arc de la guérilla* », qui sort maintenant de nos écrans... et cette punk alcoolique islandaise qui y entre au nom d'internet et de la tyrannie des esprits médiocres...

Nous, on préférerait Dilma ! Elle était bien Dilma ! Elle faisait ce qu'elle pouvait, Dilma ! Elle aurait dû faire un putsch, Dilma !

En Islande, que l'on pourrait prendre aisément pour un pays qui se libère, la *démocratie liquide d'internet* est en train de prendre le pouvoir et avec elle la suspicion, les approximations complotistes et le lynchage quand on se trouve justement bien calé derrière le clavier et l'écran... De ce point de vue, Birgitta Jónsdóttir, 49 ans, leader du Parti Pirate (qui n'en a officiellement pas...) incarne dans l'actuel chaos islandais un espoir de lendemains qui verraient valser la crasse du fric mise au jour par les «*Panama Papers*»... Elle est aussi la personnification extrême de cette nouvelle classe politique «proche du peuple», c'est-à-dire aussi «proche des problèmes quotidiens» qu'elle l'est forcément de la bêtise, de la vacuité et de la démagogie sournoise qui sont les dernières libertés populaires laissées accessibles...

Dans ces conditions, la députée Birgitta Jónsdóttir s'envole dans les sondages et recueille 43 % d'intentions de vote pour les législatives de 2017, loin devant les partis traditionnels. Son envol doit évidemment tout au «sursaut citoyen» qui a eu la peau mercredi du Premier ministre Sigmundur David Gunnlaugsson, contraint à la démission pour cause de détention de société offshore.

Née dans un milieu hippie, la poétesse est prêtresse de la liberté sexuelle et affiche son admiration pour l'*Art d'aimer* d'Eric Frömm. Elle peint aussi avec frénésie, assume son alcoolisme en s'inscrivant au programme des «alcooliques anonymes», et tête du développement personnel ericksonien... Enfin, Birgitta Jónsdóttir est mère de trois enfants, mais sans père bien sûr... Pour quoi faire ?

Naturellement... Birgitta Jónsdóttir est le contraire d'une enracinée. C'est une citoyenne du Monde... bouddhiste... Punk... poétesse médiocre mais persuadée... fondatrice de la première galerie d'art islandaise en ligne pour l'*Apple Shop*, Birgitta Jónsdóttir a évidemment participé à plusieurs projets internationaux liés à l'écriture et à l'activisme dont *Poets Against the War*... Les poètes contre la guerre...

(Suite page ci-contre)

LES FARC EN APPELLENT AU PAPE

La guérilla des FARC a demandé dimanche au pape François son soutien dans la dernière ligne droite du processus de paix en Colombie, disant craindre des groupes paramilitaires. Dans une lettre ouverte envoyée depuis La Havane où se déroulent les négociations de paix depuis 2012, le chef suprême des FARC, Timoleon Jiménez, avertit le pape de « graves dangers de tempête à l'horizon, menaçant d'anéantir un aussi grand effort de tous les Colombiens ».

Selon M. Jiménez, aussi connu comme « Timochenko », « des organisations paramilitaires » ont lancé « une offensive criminelle » contre le processus de paix.

DES DONATEURS DÉMOCRATES DANS LES PANAMA PAPERS

C'est une nouvelle révélation des Panama papers. Plusieurs parmi les plus importants donateurs de la campagne d'Hillary Clinton à l'investiture démocrate sont mouillés dans les papiers issus du cabinet panaméen Monsack Fonseca. Si Hillary et son mari, l'ancien Président Bill Clinton, ne sont pas eux-mêmes impliqués, cette affaire risque de creuser le discrédit déjà grandissant entourant la candidature d'Hillary Clinton, accusée d'être trop proche des milieux d'affaires de Wall Street. Cela pourrait également servir la candidature de son adversaire Bernie Sanders, moins proche de ces milieux.

LE PRÉSIDENT BIRMAN FAIT SORTIR 83 PRISONNIERS POLITIQUES

Le président birman, Htin Kyaw, a gracié, dimanche 17 avril, quatre-vingt-trois prisonniers politiques à l'occasion du nouvel an, confirmant la volonté du nouveau gouvernement de tourner la page après des décennies de pouvoir militaire. Parmi les prisonniers libérés figurent des journalistes, mais aussi et surtout des activistes politiques. Les charges contre d'autres activistes ont par ailleurs été abandonnées par le pouvoir en place. La Birmanie avance encore vers les droits de l'homme.

En soi, l'apparition d'une punk alcoolique islandaise au sommet des sondages a de quoi laisser beaucoup d'espoirs en France... où l'on attend également une «grosse surprise» en rupture...

Blogueuse, punk, et alcoolique, Elle est en tête des sondages

Naturellement... Birgitta Jonsdottir a commencé comme activiste acharnée lors de la «révolution des casseroles», ces manifestations qui ont balayé le gouvernement en 2008, alors que les principales banques du pays étaient en faillite. Jonsdottir est également une pionnière du Web en Islande, développeuse de sites, blogueuse à succès et ancienne porte-parole de *WikiLeaks*. Il n'est donc pas sûr du tout qu'elle ait jamais lu un livre techno-critique...

Militante d'un Internet libre, Birgitta, jolie à la façon «pas clean» de Zaz, entretient beaucoup de liens avec les mouvements pirates qui tissent leur toile en Europe sur fond de faillite anthropologique massive et de régression intellectuelle généralisée. Elle rêve de *e-gouvernements* participatifs. En 2012, après avoir créé un éphémère Mouvement des citoyens, elle décide de porter ses idées en fondant un parti politique d'un nouveau genre, un parti égocentriste directement axé sur la satisfaction des besoins d'un individu connecté vivant au milieu de la mégamachine... Birgitta décrochera un siège de députée dès l'année suivante. Deux autres membres seront aussi élus, mais c'est elle qui prendra la lumière.

Devant les journalistes européennes qui se précipitent dorénavant sur elle, Birgitta Jonsdottir développe une doctrine économique simple et efficace quand on veut continuer à laisser le capitalisme travailler à la prospérité générale de la mégamachine en ne lui imposant que quelques crachats sur ses banques : Gérer un pays, c'est pour Birgitta comme gérer une entreprise. Il faut un bon collectif. Il faut tisser un vrai réseau, être en contact avec un tas d'experts, etc...

Bref, le parti pirate financé en sous-main par Google, Apple et les entreprises du Net, n'est pas anti-capitaliste... Il aspire plutôt à un capitalisme performant et magnifié par une ambiance d'entreprise où les patrons sont en jean et laissent le personnel rouler son joint à la pause... L'idéologie du «sympa» n'est jamais anti-capitaliste... car nationaliser, réquisitionner, et tout ça, justement, ça ne serait pas très «sympa»...

Créé à l'origine pour défendre une autre idée du «droit d'auteur», le Parti pirate propose aujourd'hui en Islande un programme qui va de la protection de la liberté d'expression et de la vie privée à la transparence de la vie politique, en passant par la baisse de la durée légale de travail hebdomadaire (de 40 à 35 heures) et un meilleur encadrement des crédits à la consommation. Le Parti Pirate a fait son beurre de l'émotion



virtuelle qui entoura l'affaire Wikileaks, puis désormais les *Panama papers*..

Devant l'apparition en politique du 2.0 - que l'on peut aussi appeler le degré Zéro-, la classe politique islandaise tente naturellement de résister et de sauver ses positions oligarchiques. Le nouveau Premier ministre a ainsi décidé de confirmer deux ministres cités dans les *Panama Papers*. Aussi, le week-end dernier, la foule mobilisable en quelques clics était encore massée devant le

Parlement pour réclamer un grand lessivage de la classe politique.

Néanmoins, Birgitta, tatouée au bas des reins pour donner un peu de spectacle, d'occupation et de poésie participative pendant la levrette, avoue son nouveau kif : «*J'adore entendre les manifestants protester en toute solidarité devant notre Parlement.*».

D'accord, mais est-ce suffisant ? On voit bien que non...

Richard Langlois-Beaumont

C'est quoi un Parti Pirate ?

"Liberté", "ouverture", mais surtout "transparence", sont les mots-clés à retenir du programme du mouvement pirate, qui s'est constitué pour la première fois en parti politique en Suède, voilà douze ans, au terme d'une lutte contre la législation sur le droit d'auteur.

L'un des textes fondateurs du mouvement est la "Déclaration d'indépendance du cyberspace", rédigée par l'ancien parolier des Grateful Dead et cofondateur de la Electronic Frontier Foundation, John Perry Barlow, en 1996. Contre la volonté du gouvernement de réglementer Internet, il invoquait les grands noms du libéralisme, Thomas Jefferson, John Stuart Mill, Alexis de Tocqueville ou Louis Brandeis...

«Nous sommes en train d'établir notre propre contrat social. Nous nous gouvernerons en fonction des conditions de notre monde et non du vôtre. Car notre monde est différent» peut-on y lire....

Cette idéologie est celle du libertarisme professé par Ayn Rand, la prophétesse du capitalisme radical et égoïste. D'une haute estime accordée à la liberté individuelle découle alors un scepticisme très marqué à l'égard de l'Etat et du gouvernement, qui ne peuvent parvenir à la légitimité que par la participation directe.

Aux législatives de 2013, avec des moyens extrêmement limités, le Parti Pirate dépasse tout juste les 5% des voix nécessaires pour entrer au Parlement islandais, où il a trois députés. Depuis, il n'a fait que déjouer les pronostics qui lui promettaient le sort d'autres mouvements protestataires, plus ou moins sérieux, nés des bouleversements de l'après-crise financière.

Le Parti pirate, qui milite pour la transparence de la vie publique, recueille 43% des intentions de vote alors qu'il oscillait ces dernières semaines entre 25 et 35%, selon ce sondage Gallup réalisé lundi et mardi, publié par le quotidien Frettabladid et la chaîne de télévision Stöd 2. Il devance ainsi le Parti de l'indépendance (conservateur, au pouvoir) à 21,6%, et le Mouvement gauche-Verts (opposition) à 11,2%.

Le Parti du progrès du Premier ministre sortant est relégué à 7,9%, derrière les sociaux-démocrates (10,2%) qui, trois ans après avoir perdu le pouvoir, n'ont jamais réussi à profiter de l'impopularité du gouvernement de droite et à remonter la pente, restant la troisième formation politique de gauche.

Face à un naufrage annoncé, la droite islandaise conduite par le ministre de l'Agriculture qui assume l'intérim pendant une durée "indéterminée", tente de l'échéance retarder jusqu'à la tenue des législatives de fin de mandature, en 2017. Mais, fort de ces sondages qui le donne ultra gagnant, le parti Pirate exige désormais la convocation d'élections anticipées en considérant pour acquis «la campagne des législatives de l'automne.

Aussi les «Piratars» jugent d'autant plus urgent d'appeler les électeurs aux urnes que deux ministres, à l'Intérieur et Finances, sont eux aussi mis en cause dans le scandale des "Panama Papers" et que l'avenir du gouvernement reste incertain.

Quant à la gauche officielle, sociaux-démocrates et Verts, elle semble tétanisée.. En effet, officiellement, personne ne discute d'une éventuelle coalition gouvernementale avec le Parti pirate, et inversement, dans une formation qui

rassemble libertaires, militants de la gauche radicale, libéraux du centre ou de gauche, ou encore cyberactivistes hostiles aux idéologies.

Quoi qu'il en soit, ces sondages ultra-favorables amène la classe politique islandaise à s'interroger enfi sur la nature de ce Parti Pirate qu menace de la licencier...

Car c'est un étrange mouvement mutant qui prospère de toute évidence sur l'effondrement anthropologique de la mégamachine consumériste et libérale... Sur le plan de la protection de la vie privée, on peut aisément dire que les pirates sont libertariens. Ainsi, le blogueur Rick Falkvinge explique : «nos parents pouvaient envoyer ce qu'ils voulaient à qui ils voulaient sans se faire fouiller et suspecter. Il est légitime que nos enfants héritent de ce droit aussi, y compris dans le monde numérique»...

Sur le plan du protectionnisme intellectuel, les pirates, là encore libertariens, souhaitent l'abolition des brevets car ceux-ci seraient contre-productifs pour la société.

Sur le plan de l'exercice politique, les pirates islandais revendiquent une transparence sans faille ainsi qu'une participation citoyenne importante. Il s'agit ici de revendications pour assurer que les citoyens restent maîtres de la société dans laquelle ils vivent.

Sur le plan de la liberté d'expression, les pirates sont intransigeants (Ils brodent ainsi à l'infini sur l'article 19 de la déclaration universelle des droits de l'homme). Les Pirates ont fait leur une citation du blogueur Paul Da Silva : « la liberté d'expression c'est aussi pour les cons, et j'aime savoir qui sont les cons autour de moi ».

A propos des modes de décision politique, les pirates prônent une décision basée sur des faits, libérée de l'émotionnel et dans l'intérêt du plus grand nombre.. Dans ce domaine comme dans tous les autres, la pensée Pirate est évidemment très pauvre en concepts, comme à propos de la culture, dont les pirates pensent qu'ils sont les premiers à considérer qu'elle est un vecteur de développement et de démocratie et qu'il faudrait alors qu'elle soit partagée et accessible...

(Suite page ci-contre)

Révolutionner mais «pour ma gueule uniquement» et cela sans jamais risquer ma peau ni même le moindre inconfort, tel semble être le principe de conduite des «Piratars»....



Idéologie des consommateurs autocentrés qui veulent vivre avec l'impression de ne pas se faire mettre par la Mégamachine, les Pirates sont évidemment un parti fourre-tout, d'autant plus attirant que l'intelligence politique y est pratiquement prohibée.

La conception du monde des pirates est diamétralement opposée à celle des intellectuels de droite. Les pirates ne croient en aucune transcendance, croient au «*potentiel de coopération pacifique des humains*», sont convaincus que «*tous les humains ont le même droit au bonheur*» et se sentent «*obligés d'être solidaires*».

Les pirates «*accueillent avec enthousiasme les nouvelles innovations*» et croient à l'influence positive de la science et de la technologie sur l'espèce humaine. C'est même un de leurs thèmes centraux. Ils répètent avec enthousiasme des termes comme «*intelligence des foules*» ou «*participation citoyenne*». Les décisions doivent être prises de la manière la plus démocratique possible et ils se méfient des élites. Le mouvement va de «*untan nach oben*», de bas en haut, et pas dans l'autre sens.

Les Pirates expliquent souvent que la mise en oeuvre contraignante du droit d'auteur sur Internet ne peut avoir qu'un effet négatif sur les libertés civiles des utilisateurs. Les libertés civiles, concept plutôt anglo-saxon mais dont on retrouve des équivalents très proches dans les autres constitutions, sont des droits et libertés, tels que le droit à la liberté d'expression, à la vie privée, le droit au mariage, à un procès équitable, le droit de vote.

Pour les Pirates d'Islande et de toute l'Europe du Nord, si les autorités (que ce soit elles-mêmes ou les fournisseurs d'accès) doivent s'assurer, à l'ère numérique, que les utilisateurs ne détiennent ou ne téléchargent pas des données ou des produits sous droit d'auteur, il va falloir contrôler toutes les communications. Et donc laisser «le droit à la vie privée» être grignoté et peut-être même être emporté avec la li-

berté d'expression..

Toutes ces positions sont d'inspiration libertarienne. Elles sont toutes objectivement «américaines» dans la mesure où l'idéologie libertarienne est la plus américaine des doctrines politiques... C'est pourquoi il est possible de répondre clairement qu'au-delà des divisions internes à la gauche islandaise, les pirates sont décidément à gauche et objectivement alliés aux Etats-Unis dont ils partagent l'imaginaire technologiste et libertarien..

Gérard Parmentier

JANBON, C'EST DU LARD OU DU COCHON ?

Le ministre belge de l'Intérieur, le nationaliste flamand Jan Jambon, a affirmé qu'«une partie significative de la communauté musulmane a dansé à l'occasion des attentats», dans un entretien publié ce samedi par le quotidien De Standaard (lien en flamand).

Jan Jambon, figure de proue de la Nouvelle alliance flamande (N-VA), parti qui est un pilier de la coalition de droite au pouvoir depuis octobre 2014, ne précise pas à quels attentats il fait allusion, ceux de Paris en 2015 (130 morts le 13 novembre) ou ceux de Bruxelles le 22 mars (32 morts).

Et Jan Jambon d'enchaîner : «Ils ont jeté des pierres et des bouteilles en direction de la police et de la presse au moment de l'arrestation de Salah Abdeslam. C'est ça le vrai problème.»

Capable de se chauffer tout seul, peu dense et capable de se nourrir également tout seul, le peuple islandais n'a besoin du monde que pour quelques babioles... D'où son sens inné de l'indépendance et de la rupture...

Un pays à vocation autarcique ?

Le gouvernement islandais a présenté il y a un an, début juin 2015, un plan pour lever le contrôle des capitaux mis en place depuis 2008. L'Islande désirait ainsi tourner définitivement la page de la crise. Lundi 8 mai 2015, le Premier ministre islandais, Sigmundur Davíð Gunnlaugsson, annonçait qu'il engageait la levée du contrôle des capitaux qui avait été instauré en pleine crise, voici près de six ans et demi.

Pour comprendre la situation de l'île nordique, il faut revenir aux sources de la crise. Le 7 octobre 2008, trois semaines après la faillite de Lehman Brothers, les trois grandes banques du pays, Kaupthing, Glitnir et Landsbanki sont en état de cessation de paiement. Durant les années 2002-2008, ces trois banques ont bénéficié de l'afflux massif de capitaux et d'un refinancement attractif sur les marchés internationaux. Elles se sont développées de façon exponentielle et ont offert à leurs clients des rendements vertigineux. En cet automne 2008, leur total de bilan cumulé atteint 185 milliards de dollars, soit 14 fois le PIB islandais. Leurs seules dettes s'élèvent à 85 milliards d'euros ou six fois la richesse nationale. Après la panique qui a suivi le 15 septembre et la faillite de Lehman Brothers, le marché se referme pour les banques islandaises jugées soudainement trop risquées.

L'INSTAURATION DU CONTRÔLE DES CAPITAUX

L'Etat islandais ne peut évidemment pas faire face. Le 7 octobre 2008 il nationalise les banques, gèle les comptes, appelle le FMI et instaure un strict contrôle des capitaux. L'enjeu est alors d'éviter un bank run et une sortie massive de capitaux qui conduirait à l'effondrement de la couronne et à l'hyperinflation. Les réactions internationales sont alors vives, notamment au Royaume-Uni et aux Pays-Bas. Dans ces deux pays, Landsbanki a collecté via sa filiale Icesave et ses rendements astronomiques pas moins de 6,7 milliards d'euros qui sont désormais gelées en Islande. Le Premier ministre britannique Gordon Brown réplique alors en traitant l'Islande comme un Etat voyou ou une organisation terroriste et gèle à son tour les avoirs islandais au Royaume-Uni.

A Reykjavik, le nouveau gouvernement de centre-gauche de ces années négocie alors avec Londres et La Haye. L'Islande subit alors une récession profonde, le PIB recule de 5,1 % en 2009 et de 3,1 % en 2010. Le gouvernement espère alors attirer à nouveau les investissements étrangers en

réglant l'affaire Icesave et en levant, dans la foulée, le contrôle des capitaux. Reykjavik accepte de prendre à sa charge les 3,8 milliards d'euros de garantie des dépôts qu'ont dû assumer les Britanniques et les Néerlandais. Le paiement de cette somme, à cette époque égal à environ un tiers du PIB islandais, s'étalera sur 14 ans. L'accord est adopté en décembre 2009 par l'Althing, le parlement islandais, mais le président islandais refuse de promulguer la loi et convoque un référendum.

LE PEUPLE ISLANDAIS REFUSA DE PAYER

93 % des votants rejettent en mars 2010 le projet d'accord. Un deuxième plan est élaboré et soumis en avril 2011 à référendum. Il est aussi rejeté par 59 % des votants. L'Islande ne paiera pas. En janvier 2013, la cour de l'association européenne de libre-échange (AELE), l'ensemble économique qui regroupe l'UE, la Suisse, le Liechtenstein, la Norvège et l'Islande, déboute définitivement la Commission européenne qui avait contesté le référendum en estimant que les garanties de dépôts sont de la responsabilité des Etats qui les accordent et pas des débiteurs. La petite Islande a gagné son bras de fer contre le reste du monde.

LIMITATION DES EFFETS DE LA CRISE

Cette victoire permet de limiter les effets de la crise sur la population qui n'a pas eu, comme les Irlandais ou les Chypriotes, à supporter le coût du remboursement des créanciers des banques. L'Islande n'a pas échappé à l'austérité et à « l'ajustement », mais le choc a été limité. Dès 2011, la récession est terminée et l'Islande résiste à l'affaiblissement mondial de 2012-2013, affichant une croissance de 3,6 % en 2013



et de 1,9 % en 2014. Cette année, elle pourrait être de 2,7 %. Le niveau de PIB en volume devrait dépasser en 2010 celui de 2008 et le PIB par habitant était, lui, supérieur de 8 % au niveau d'avant-guerre dès l'an dernier. Le chômage, un temps à plus de 9 % est repassé aux alentours de 4 %. Le tourisme et la pêche soutiennent l'économie et les salaires réels ont progressé de plus de 5 % l'an dernier.

C'est un bilan bien plus positif que n'importe lequel des pays « modèles » de l'austérité comme l'Espagne ou l'Irlande. A noter pourtant que le « modèle » islandais reste à relativiser : le pays est un des plus riches du monde et bénéficie d'une autonomie en termes énergétiques qui réduit sa dépendance vis-à-vis de l'étranger. Bref, c'est parce qu'il est potentiellement autarcique que l'Etat Islandais est probablement plus libre de sa politique...

L'apparition du Parti Pirate est la punition infligée par le peuple islandais à sa classe politique prisonnière des impuissances du parlementarisme...

L'effondrement nerveux des partis parlementaires



Le paysage politique islandais est somme toute assez classique dans une démocratie d'Europe du Nord partagée entre centre-droit et centre-gauche, les partis bénéficiant tous les 4 ans de la représentation proportionnelle intégrale au sein de l'Althing, ce qui permet la représentation à trois députés d'un petit parti qui aura décroché au moins 5% des suffrages...

Après un mandat de gestion par la gauche qui avait «encaissé» le choc de la crise bancaire, c'est le Parti de l'Indépendance (Sja), principal parti de droite, qui était arrivé en tête des élections législatives islandaises le 27 avril 2013. Le parti, dirigé par Bjarni Benediktsson, avait recueilli 26,7% des suffrages et remporté 19 sièges. Il avait devancé le Parti du progrès (Fram), conduit par Sigmundur David Gunnlaugsson, qui a obtenu 24,4% des voix et le même nombre de députés..

L'Alliance-Parti social-démocrate (Sam) de la Première ministre sortante Johanna Sigurdardottir dirigée par Arni Pall Arnason avait subi un net revers, perdant plus de la moitié de ses sièges et recueillant

12,9% des suffrages et seulement 9 sièges.

Le Mouvement de gauche-Les Verts (Vg), parti écologiste d'extrême gauche dirigé par la ministre de l'Éducation, de la Culture et de la Science sortante, Katrin Jakobsdottir, avait connu le même sort avec 10,9% des suffrages et 7 sièges.

Dans l'actuel parlement, il y a cependant deux curiosités : le *Parti de l'avenir radieux* (8,2% des voix et 6 sièges) et le *Parti pirate* (5,1% des suffrages et 3 sièges). Le premier est un parti favorable à l'adhésion de l'Islande à l'Union européenne qui se bat pour la simplification du système fiscal et la création d'industries propres, il semble financé par les USA et l'UE et ne se refuse alors pas le monopole du concept d'avenir radieux ; le deuxième parti nouveau défend les droits civils, la démocratie directe, la liberté et la transparence de l'information : c'est le parti Pirate de Birgitta Jonsdottir. Les Pirates islandais sont les premiers au monde à entrer dans un parlement national. Leur dirigeante Birgitta Jonsdottir a indiqué que son parti "*ne se battait pas pour entrer au gouvernement*" mais qu'il était prêt à travailler

avec tous les partis intéressés par les enjeux mis en avant par les Pirates. Elle souhaite établir "*des lois du XXIe siècle sur le respect de la vie privée sur Internet, la liberté d'information, la transparence du gouvernement*".

Face à l'apparition du parti Pirate, c'est la gauche sociale-démocrate qui trinque à la façon des liquidateurs de Fukushima... Il fallait bien que quelqu'un y aille et ce furent donc les sociaux-démocrates...

Tombé à environ 12% des suffrages en 2013 et à 10% des intentions de votes aujourd'hui, le vieux parti Social-Démocrate se voit reprocher par les Islandais d'avoir davantage travaillé à respecter des directives du FMI que les intérêts du peuple... Pour la gauche islandaise, les sociaux-démocrates n'ont pas tenté, entre 2009 et 2012, d'améliorer les conditions de vie de la population : les sociaux-démocrates ne peuvent donc plus prétendre qu'à constituer une force d'appoint au Parti Pirate au sein d'une coalition de gauche, puisque le système électoral islandais impose toujours une coalition...

Bertrand Verdier

Dans la «démocratie liquide» incarnée par Internet, on liquide encore mais par des moyens softs... C'est ainsi que les Panama Papers sont venus à point nommé pour exécuter le PM islandais !

Islande ou comment liquider un premier-ministre indocile



Face aux Pirates qui montent, il faut également noter le renforcement récent du plus ancien des partis islandais, le Parti du progrès, sur une ligne quasiment «nationale». En effet, son dirigeant Sigmundur David Gunnlaugsson a toujours adopté une ligne dure dans l'affaire Icesave, cette banque en ligne qui était parvenue à attirer les liquidités d'environ 320 000 Britanniques et Néerlandais en s'appuyant sur les taux d'intérêt élevés et sur la promesse d'une forte rémunération.

Après l'effondrement du système financier et la nationalisation des banques islandaises, Reykjavik s'était retrouvé redevable d'une dette de 3,8 milliards € envers Londres et La Haye. Par deux fois cependant, à l'initiative du Parti du Progrès, les Islandais ont rejeté par référendum les accords signés entre les trois pays et ratifiés par l'Althing. Le dirigeant du Parti du progrès s'est toujours opposé au remboursement par Reykjavik de la dette de la banque en ligne. Sigmundur David Gunnlaugsson martelait en effet que «*la crise est venue de l'extérieur, que ce sont les investisseurs étrangers qui en sont responsables, pas les Islandais*».

Le Parti du progrès, issu de la fusion du Parti des paysans (Bændaflokkur) et du Parti des paysans indépendants (Óháðir bændur), et qui siège à l'Althing sans discontinuer depuis les élections du 15 novembre

1919 dénonce aussi les "fonds vautours", c'est-à-dire les bailleurs étrangers. Le Parti du progrès est également opposé à l'adhésion de l'Islande à l'Union européenne comme l'ont pourtant exigé les États-Unis afin de renforcer encore la composante nordique au sein de l'UE; et de pouvoir baser en Islande les futurs institutions du TAFTA... Aussi, le parti du Progrès subit-il de plus en plus souvent l'accusation d'être un parti populiste, fasciste, etc...

LIQUIDÉ PAR LES PANAMA PAPERS

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant de voir apparaître le nom de Sigmundur David Gunnlaugsson dans les listings des «Panama Papers» distillés par la CIA auprès des médias mondiaux.

Sigmundur David Gunnlaugsson a poussé à la nationalisation des banques, il refuse de payer la dette islandaise auprès des souscripteurs anglais et Hollandais, et il s'oppose à l'entrée dans l'UE... Et pire que cela encore : Il a effectué une partie de ses études supérieures à Moscou avant de commencer à travailler, comme journaliste à temps partiel à Ríkisútvarpið (RÚV), le service public islandais de radiodiffusion et de télévision.

Depuis 2013, David Gunnlaugsson dirigeait un cabinet de coalition entre son parti et le Parti de l'indépendance (Sja).

C'EST ALLÉ TRÈS VITE...

L'enquête du douteux consortium des journalistes d'investigation révèle qu'avec sa future épouse, héritière d'un concessionnaire automobile, le Premier ministre islandais avait pris le contrôle en 2007 d'une société dans les îles Vierges britanniques, qu'il omettait dans sa déclaration de patrimoine de 2009.

Le couple plaide sa bonne foi et affirme avoir toujours déclaré son patrimoine au fisc. L'ICIJ ne lui reproche d'ailleurs qu'une entorse aux "règles éthiques" de la vie politique islandaise.

Dès le 4 avril, plusieurs milliers d'Islandais manifestent demandant sa démission. Le nombre de manifestants est estimé entre 22 000 et 24 000 sur les 330 000 habitants que compte l'île. Une pétition en ligne, signée par plus de 28 000 personnes, réclame également sa démission.

Le 5 avril, Sigmundur David Gunnlaugsson annonce alors au Parti du progrès qu'il se met en retrait de la direction du gouvernement tout en restant à la tête du parti. Le lendemain, le 6 avril, les deux partis de la coalition s'accordent pour convoquer des élections anticipées à l'automne et désigner Sigurður Ingi Jóhannsson, ministre de l'Agriculture issu du Fram, comme nouveau Premier ministre. Ingi Jóhannsson prend ses fonctions le lendemain.

Gérard Fontanelle

Décider de la création monétaire dans l'intérêt de l'économie de son seul pays est le grand crime que le premier-ministre islandais s'apprêtait à commettre...

Pourquoi le Premier-Ministre islandais est-il vraiment tombé ?

Les complotistes ont l'habitude de voir chaque fois, dans chaque complot réussi, comme le dernier autour des panama papers, la motivation américaine dans sa volonté de conserver en l'état les moeurs monétaires planétaires dont les Etats-Unis sont les seuls bénéficiaires...

De ce point de vue, après avoir montré, en 2009, qu'il existait bien une alternative au transfert de la dette bancaire vers la dette publique, l'île Wiking méritait alors une surveillance spéciale, un traitement spécial, et une opération bien spéciale...

En effet, le 31 mars dernier, comme le rappelle notre confrère Romaric Godin, le président du comité des affaires économiques de l'Althing, le parlement islandais, Frosti Sigurdjonsson, remettait un rapport au premier ministre, Sigmundur Gunnlaugsson, sur la réforme du système monétaire islandais. Et c'était une véritable révolution qu'il proposait...

Le rapport cherchait en effet à réduire le risque de bulles et de crises dans le pays. En 2009, l'Islande a connu une crise très aiguë qui a fait suite à une explosion du crédit alimenté par un système bancaire devenu beaucoup trop généreux dans ses prêts et beaucoup trop inconscient dans sa gestion des risques.

Ni l'Etat, ni la Banque centrale islandaise (Sedlabanki) n'ont pu stopper cette frénésie. « Entre 2003 et 2006, rappelle Frosti Sigurdjonsson, la Sedlabanki a relevé son taux d'intérêt et mis en garde contre une surchauffe, ce qui n'a pas empêché les banques d'accroître encore la masse monétaire. »

Dans le système actuel, ce sont en effet les banques commerciales qui créent l'essentiel de la masse monétaire, en ac-



cordant des prêts à discrétion. La banque centrale ne peut que tenter de décourager ou d'encourager, par le mouvement des taux ou par des mesures non conventionnelles, cette création. Mais la transmission de la politique monétaire aux banques n'est jamais une garantie.

Malgré la hausse des taux de la Sedlabanki, la confiance et l'euphorie qui régnait en Islande au début des années 2000 a soutenu le processus de création monétaire. Lorsque la demande existe, rien ne peut empêcher les banques de prêter. Lorsqu'elle disparaît, rien ne peut les contraindre à le faire. Et souvent, ces mouvements sont excessifs, ce qui crée des déséquilibres, puis des corrections par des crises où l'Etat doit souvent venir au secours des banques. Et lorsqu'il faut faire repartir l'activité, les banques centrales ont souvent des difficultés à être entendues.

Le cas de la zone euro en est une preuve. Il a fallu que la BCE use de moyens immenses, l'annonce d'un QE de

1.140 milliards d'euros, pour que le crédit commence à se redresser dans la zone euro et encore, de façon fort limitée pour l'instant.

UNE IDÉE ANCIENNE

D'où cette idée centrale du rapport de Frosti Sigurdjonsson : ôter aux banques le pouvoir de création monétaire. Comme le souligne l'ancien président de l'autorité financière britannique, Aldair Turner, qui préface le rapport, « la création monétaire est une matière trop importante pour être laissée aux banquiers. »

Cette idée n'est, en réalité, pas neuve. Après la crise de 1929, des économistes étatsuniens avaient proposé en 1933 le « plan de Chicago » qui proposait d'abolir la capacité des banques à créer par elles-mêmes de la monnaie. Il avait eu un grand succès, mais pas de traduction concrète véritable.

En 1939, l'économiste Irving Fischer, un de ceux qui avaient examiné de plus près la crise de 1929, avait proposé de

transférer le monopole de la création monétaire à la banque centrale. James Tobin, Milton Friedman et d'autres ont également réfléchi sur ce sujet. Mais la proposition islandaise, que Frosti Sigurdjonsson présente comme « une base de discussion » pour le pays, est la première proposition de passage à un autre système qu'il appelle le « système monétaire souverain. »

DÉCIDER DE LA CRÉATION MONÉTAIRE DANS L'INTÉRÊT DE L'ÉCONOMIE

Quel est-il ? Le rapport indique que l'Islande « étant un Etat souverain avec une monnaie indépendante est libre de réformer son système monétaire actuel, qui est instable et de mettre en place un système monétaire de meilleure qualité. » Dans ce système, seule la Banque centrale aura le monopole de la création monétaire, aucune couronne ne pourra circuler si elle n'a pas été émise par la Sedlabanki à l'origine.

(Suite page 10)

Cette dernière pourra donc faire évoluer la masse monétaire en fonction de ses objectifs « dans l'intérêt de l'économie et de toute la société. » Frosti Sigurdjonsson propose qu'un « comité indépendant du gouvernement prenne des décisions sur la politique monétaire de façon transparente. »

La Banque centrale créera de la monnaie en accordant des prêts aux banques commerciales pour qu'elles prêtent ensuite des sommes équivalentes aux entreprises et aux particuliers, mais aussi en finançant des augmentations de dépenses publiques ou des exemptions d'impôts, ou encore par le rachat de dettes publiques. Pour empêcher la création monétaire par le système bancaire, deux types de comptes auprès de la banque centrale seront créés.

Les premiers seront les « comptes de transactions. » Ces comptes représenteront les dépôts des particuliers et des entreprises. Les banques commerciales administreront ces comptes, mais ne pourront pas en modifier les montants. L'argent déposé sur ses comptes ne rapportera pas d'intérêt, mais sera garantie en totalité par la banque centrale.

Un deuxième type de comptes, les « comptes d'investissements », sera créé en parallèle. Les agents économiques pourront transférer des fonds des comptes de transaction vers les comptes d'investissements. L'argent placé sur ses comptes seront investis par les banques et seront bloqués durant une période déterminée.

Les banques pourront alors proposer à ceux qui placent leur argent dans ces fonds différents types de produits, notamment des produits risqués à haut rendement. Il s'agit concrètement de séparer autant qu'il est possible l'argent du crédit. Le risque lié au crédit ne disparaît pas, mais il est limité par l'obligation de ne prêter que l'argent déposé sur ces comptes d'investissements.

Pour Frosti Sigurdjonsson, ce système permettra une gestion plus réaliste de la masse monétaire non plus dans l'intérêt des agents privés, mais dans celui de la collectivité. La garantie sur les dépôts permettra d'éviter une course aux guichets (Bank Run), sans réduire, du reste, la responsabilité de ceux qui auraient investi dans des produits à risque.

Avec ce système, une séparation bancaire entre banque d'investissement et banque de dépôts n'est pas nécessaire, puisque l'activité de banque de dépôts sera garantie par la banque centrale. Du reste, la garantie implicite de l'Etat dont bénéficient les grandes banques disparaîtra d'elle-même.

Jacques-Henri Laffont

Il y a cinq ans, l'Islande fit semblant de consulter chaque citoyen à propos d'une réforme constitutionnelle, mais cela fit pschitt !

Islande où est passée la nouvelle constitution ?

En 2013, l'Islande est passé très près d'inscrire dans son droit constitutionnel un texte écrit en recourant aux internautes... « crowdsourced constitution », devrait être une source d'espoir et d'inspiration pour les gens autour du globe qui veulent écrire ou ré-écrire leur propre contrat social.

Le processus constitutionnel islandais baptisé « crowdsourced constitution » comprenait en effet trois caractéristiques originales. La première, sous le nom de Forum National, fut constitué d'une consultation en amont du processus, par un groupe démographiquement représentatif de 950 citoyens, choisis quasiment au hasard parmi la population. Ces citoyens ont été rassemblés durant toute une journée et il leur a été demandé d'énumérer les principes et valeurs qu'ils aimeraient voir intégrés dans la Constitution islandaise. Ils ont identifié, entre autres, les droits de l'Homme, la démocratie, la transparence, l'égalité d'accès aux soins et à l'éducation, un secteur financier plus fortement réglementé, et la propriété publique des ressources naturelles islandaises.

La deuxième particularité de ce processus est une assemblée de rédacteurs de la constitution sélectionnée parmi un groupe de 522 citoyens, excluant délibérément les politiciens professionnels (discrédités aux yeux du public depuis la crise financière de 2008). L'assemblée résultante était caractérisée par une relative parité de genre (10 femmes et 15 hommes), et une diversité de professions, allant au delà des médecins et avocats habituels, comprenant un agriculteur, un pasteur, un directeur de musée d'art, un animateur de radio, un président de Freyja Haraldsdóttir, une militante des droits de l'homme touchée par la maladie des os de verre, illustra remarquablement que la souveraineté populaire ne doit pas être représentée que par les hommes valides, d'âge moyen en costume et cravate.

La troisième particularité du processus islandais est la décision prise par ces 25 rédacteurs constitutionnels d'utiliser les médias sociaux pour ouvrir le processus à l'ensemble des citoyens et recueillir des commentaires sur les 12 projets successifs. Toute personne intéressée par le processus constitutionnel était en mesure de commenter le texte en utilisant les médias sociaux comme Facebook et Twitter, ou en utilisant le courrier électronique et le courrier régulier. Au total, cette phase d'écriture collective généra environ 3.600 commentaires pour un total de 360 suggestions. Bien que la foule n'a pas au final « écrit » elle-même la constitution, elle a fourni des contributions précieuses. Parmi celles-ci se trouve la proposition Facebook d'établir un droit constitutionnel à Internet, qui a abouti à l'article 14 de la proposition finale.

Enfin, le caractère inclusif du processus a été renforcé par un niveau de transparence qui, bien que limité, était sans précédent. Par exemple, le déroulement du Forum National a été diffusé sur internet en streaming pour que tout le monde puisse le suivre. De même, alors que le travail des membres du Conseil Constitutionnel s'est déroulé principalement à huis clos, il incluait des réunions ouvertes au public, qui ont été filmées, enregistrées et diffusées sous forme de fichiers PDF sur la plate-forme en ligne du Conseil.

La proposition constitutionnelle résultante a été approuvée en tant que base d'une constitution future par les deux tiers des électeurs au cours d'un référendum en Octobre 2012, mais le projet de loi qui reposait sur elle a finalement été bloqué par le Parlement au printemps suivant...

LA DEMOCRATIE EST TOUJOURS UN CONCOURS D'ÉLÉGANCE MORALE, SI, SI...

Le candidat favori des sondages pour la présidentielle philippine, Rodrigo Duterte, est vivement critiqué ce dimanche après la diffusion d'une vidéo dans laquelle il plaisante sur le cas d'une victime australienne de viol et de meurtre. Dans cette vidéo postée sur YouTube, l'homme qui a promis, s'il était élu, de livrer une guerre sans merci contre le crime et de tuer des milliers de criminels, plaisante au sujet d'une missionnaire australienne.

En 1989, celle-ci officiait dans une prison de Davao, localité du sud des Philippines dont le candidat était maire, lorsqu'une émeute avait éclaté. Elle avait été violée et tuée.

« Ils ont violé toutes les femmes (...) Il y avait cette missionnaire australienne (...) J'ai vu son visage et je me suis dit, "putain, quel dommage. Ils l'ont violée, ils ont tous attendu

leur tour". J'étais en colère qu'ils l'aient violée mais elle était si belle. Je me suis dit, "le maire aurait dû passer en premier" », lance-t-il, en campagne devant un auditoire rigolard.

Rodrigo Duterte arrive en tête dans les intentions de vote au scrutin du 9 mai, selon un dernier sondage publié le 3 avril.

MOINS DE GROS NOIRS !

L'Afrique du Sud, qui compte un quart d'obèses, a décidé de taxer les boissons sucrées non alcoolisées pour tenter de combattre le fléau du surpoids, mais consommateurs et spécialistes de la santé prédisent déjà l'échec de cette mesure.

Elle rejoint une liste croissante de pays comme le Mexique et le Royaume-Uni qui tentent de lutter contre l'obésité en réduisant la consommation des sodas à la forte teneur en sucre ajouté.

Quand le Danemark, la Norvège, la Suède et la Finlande étaient réunies sous la même couronne par l'Union de Kalmaar, les nations du Nord constituaient ensemble un remarquable pôle de puissance



Scandinavie Le retour à Kalmaar des nations séparées



Que ce soit en Islande, mais aussi en Suède, en Norvège, et au Danemark, les partis Pirate, de même qu'un certain unanimisme autour du «développement durable» et de la boboattitude dessinent un nouveau modèle après celui de la sociale-démocratie qui, est, lui, foncé dans une crise profonde et certainement mortelle...

Dans ces conditions, l'idée d'un Etat fédéral recouvrant les actuels pays de la Baltique fait progressivement son chemin, si l'on en croit un récent sondage publié à l'occasion du sommet du Conseil nordique.

42% des habitants de cinq pays scandinaves (Finlande, Suède, Norvège, Danemark, Islande) se déclarent favorable à cette éventualité. Une clause de défense mutuelle sur le modèle de l'OTAN, ainsi qu'une coopération consulaire pourraient constituer le fondement de cette nouvelle alliance nordique.

Les contradictions entre les bons indicateurs économiques et indices de développement humains de ces cinq pays, par rapport à leur poids relatifs sur la scène européenne et mondiale ont contribué à l'émergence de l'idée d'une fédération de ces cinq Etats. Tous se trouvent au centre d'enjeux économiques grandissants, et leurs habitants ont estimé qu'un Etat fédéral regroupant

les actuels cinq pays contribuerait à mieux protéger leurs intérêts qu'ils jugent communs, ainsi qu'à mieux faire entendre la voix scandinave sur la scène internationale.

Le déclic aurait notamment eu lieu lors d'une opération sous-marine russe au Pôle Nord, qui avait marqué fictivement sa souveraineté maritime par la pose d'un drapeau en titane en 2007 dans les eaux du Pôle Nord. Les Russes sont effectivement bien implantés dans la région du port de Mourmansk, ainsi les scandinaves ont voulu s'unir, afin de s'engager plus fermement dans la bataille géopolitique qui s'annonce dans la zone arctique.

Un "pacte nordique" a alors été évoqué en novembre dernier à l'occasion d'une rencontre ministérielle à Reykjavik, et sera encore l'objet d'une rencontre à Helsinki en avril 2011. Ces rencontres se basent sur une liste de propositions proposées par l'ancien ministre norvégien des Affaires étrangères, Thorvald Stoltenberg. Parmi les champs d'action imaginés, figurent la création d'une force militaire et civile pour les régions instables, un cyber-système de défense mis en commun, une gouvernance partagée au niveau arctique, une surveillance aérienne, maritime et satellite commune.

Est évoqué également un espace partagé des services consulaires de cinq pays dans les pays où aucun d'entre eux n'est présent. Cette coopération rapprochée devrait se faire dans un esprit de "un pour tous, tous pour un". C'est pour cette raison qu'*euobserver* parle d'une "clause mousquetaire" pour qualifier cette nouvelle alliance nordique.

Recompositions politiques et évolution de la géopolitique rapprochent de facto les pays scandinaves

Les rapports internationaux ont subitement évolué ces dernières années, particulièrement dans la zone scandinave. Avec le réchauffement climatique, la fonte des glaces va entraîner pour bientôt "une course vers l'Arctique" dans laquelle la Russie, le Canada, les Etats-Unis, et les pays scandinaves vont s'engouffrer pour le contrôle des ressources minérales et pétrolières, ainsi que pour la maîtrise des nouvelles routes maritimes issues de la progressive disparition de la banquise.

Interviewé par *euobserver*, M. Stoltenberg estime que "nous vivons dans un monde où le lointain n'existe plus", et dans lequel "nous devons prendre nos responsabilités sur les défis que représentent la future conquête de l'Arctique". Avec des budgets militaires trop faibles pour soutenir la comparaison avec la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, ou la Russie, les pays scandinaves doivent s'unir d'ici 20 ans, pour ne pas être dépassés technologiquement par ces puissances militaires.

L'alliance nordique lui paraît à cet égard naturelle : "C'est une question de géographie, de culture et de valeurs. Nous parlons le même langage. Nous nous sentons plus proche que n'importe quel autre peuple". Ce sentiment s'est largement développé durant la guerre froide, en raison d'une solidarité scandinave contre l'ennemi soviétique. Il remarque cependant que malgré la non-appartenance à l'OTAN de la Norvège et de la Suède, une solidarité "tacite" mécanique à l'image de l'alliance atlantique existe entre les cinq pays. "Pensez-vous réellement que si l'un d'entre nous est attaqué, il serait possible de l'isoler ? Non. Si l'un d'entre eux est attaqué, les autres pays seront sûrement impliqués dans ce conflit" affirme M Stoltenberg.

Dans une perspective plus européenne, Alexander Stubb, ancien ministre finlandais des Affaires étrangères, considère publiquement cette alliance nordique non pas comme exclusive, mais inclusive puisque ce projet pourrait en effet prendre la forme de nouvelles structures de défenses européennes. En promouvant l'union et le partage des forces militaires, cette concentration de forces pourrait par extension servir l'Europe, en cas de gestion de crise par exemple. Il envisagerait à terme que cette concentration de forces militaires pourrait travailler avec celles de l'UE à l'intérieur d'un même quartier général à Bruxelles.

Si ce projet séduit de nombreux habitants scandinaves, il ne faut pas oublier que l'Union européenne est déjà fortement impliquée dans cette région, et dispose de plusieurs outils pour donner cohérence à cet espace géographique.

Ce que l'on nomme "la dimension septentrionale" est un programme de l'UE ayant pour objectif une coopération transfrontalière entre les pays d'Europe du Nord de l'Europe et de la Russie. Il a été créé en 1997 par Paavo Lipponen, alors Premier ministre de la Finlande. C'est un programme qui illustre parfaitement le changement des rapports de forces dans cet espace notamment depuis la chute de l'URSS.

La Baltique est un espace maritime aujourd'hui très fréquenté, avec une grande tradition commerçante, d'Oslo à Saint-Petersbourg, mais qui concerne aussi l'Allemagne et la Pologne. A titre comparatif, cet espace peut être considéré comme le pendant nordique du partenariat euro-méditerranéen initié au sommet de Barcelone en 1995. Cependant, la tradition hanséatique et commerçante de la Baltique a fait que la région a moins eu besoin d'un cadre institutionnel pour rapprocher les pays. C'est dans une certaine mesure, le cas contraire pour les pays riverains de la Méditerranée qui ont eu besoin du cadre institutionnel de l'Union pour la Méditerranée (UPM).

Cette initiative a vu le jour grâce à la diplomatie active de la Finlande qui a invité l'UE à mieux se positionner dans cet espace maritime, qui était autrefois un des symboles de la division européenne pendant la guerre froide. L'initiative



finlandaise a d'abord proposé la définition d'une stratégie commune pour développer les infrastructures, transports, télécommunications, réseaux de distribution et marchés de l'énergie, et pour exploiter les ressources naturelles. Elle insiste aussi sur l'environnement, la pollution de la mer baltique étant un problème récurrent et a oeuvré pour une surveillance accrue des centrales nucléaires russes et lituaniennes.

L'initiative finlandaise prend également en compte l'éducation, la formation et la recherche, ainsi que la santé et les services sociaux, et veut favoriser le développement des échanges commerciaux et des investissements transfrontaliers, interrégionaux et transnationaux, en s'appuyant sur les programmes INTERREG, PHARE, et TACIS (programmes de coopération transfrontalière). Enfin, l'initiative prévoit un renforcement de la sécurité dans cet espace et compte se pencher plus attentivement sur les problèmes spécifiques relatifs à l'enclave de Kaliningrad.

LA STRATÉGIE EUROPÉENNE DANS LA BALTIQUE

Entérinée en juin 2009, la stratégie de l'UE pour la Mer Baltique fait suite à la dimension septentrionale, et a largement été impulsée par le ministre suédois des affaires européennes d'alors, Cécilia Malmström (aujourd'hui Commissaire aux affaires intérieures). C'est la première du genre pour cette macro-région qui englobe la Lituanie, la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Pologne, l'Allemagne et le Danemark.

La macro-région est vue, selon l'UE, comme, un rassemblement de pays qui partagent certains intérêts géographiques culturels, politiques ou économiques. Ils sont confrontés à certains objectifs qui pourraient être mieux réalisés au niveau de plusieurs États de l'UE comme les infrastructures, la recherche ou le tourisme. Dans le cas de la région baltique, quatre directions ont été choisies : l'environnement durable, l'innovation dans les petites et moyennes entreprises, l'amélioration des transports ainsi que la sécurité maritime et énergétique. Sa mise en œuvre a été fondée sur le renforcement de la coopération entre les gouvernements nationaux et régionaux, les entreprises et le reste de la société civile. Il s'agit donc d'une nouvelle approche dont l'application a également rééditée dans le bassin du Danube, les Alpes, les Carpates, et la Méditerranée.

Les Etats scandinaves sont donc largement reliés par les programmes européens, mais aussi par une envie de peser davantage sur les décisions de ce monde. Selon l'historien suédois auquel nous consacrons ce dossier, l'Etat fédéral scandinave se hisserait au dixième rang de l'économie mondiale en termes de PIB et mériterait sa place au G20, l'ensemble ne regroupant que 25 millions d'habitants.

Sur ces cinq pays, seul trois (Danemark, Suède, Finlande) font partis de l'UE, et seule la Finlande utilise la monnaie unique. Ce projet remet au goût du jour une Europe du Nord unie partageant la même culture au moment où l'Union européenne est traversée par un manque de solidarité inter-étatique.

Cependant, le projet semble bien difficile à adopter : des questions relatives à la nature politique de l'Etat fédéral et à la création d'une nouvelle monnaie commune restent en suspens.

Jeremy Boutin

Cinq Etats nordiques et peut-être davantage, seraient intéressés par former une fédération, souligne l'historien suédois Gunnar Wetterberg qui porte cette idée.

Serpent de mer, le projet d'une Union nordique est remis au goût du jour, au moment où l'Europe patine. Selon ses partisans, le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède auraient intérêt à créer un Etat fédéral. Unis, ces cinq Etats pèseraient davantage sur la scène internationale. L'historien suédois, Gunnar Wetterberg, est l'avocat de cette "utopie réaliste". Et il a fait les comptes: un tel Etat se hisserait au 10e rang de l'économie mondiale en termes de PIB et mériterait sa place au G20. Pas si mal pour une entité de 25 millions d'habitants !

Le projet est réalisable, estime Wetterberg, car les peuples de la région ont un niveau de vie et de protection sociale comparable, des aspirations et des principes communs. Leur mentalité a été cimentée par la religion luthérienne. Ils se sentent plus "nordiques" qu'"européens". Quant à la langue, elle ne représente qu'un obstacle mineur, du moins pour les Danois, les Norvégiens et les Suédois qui parlent de tute façon tous anglais. Et puis, les Scandinaves n'apprennent-ils pas à l'école que, jadis, une alliance entre leurs royaumes formait une grande puissance, l'Union de Kalmar (1397-1523) ?

Historiquement, Suède, Danemark et Norvège, avec leur physionomie particulière, ont aussi tenu leur rôle à part dans le concert des nations européennes sous différentes formes d'union.

Derniers venus dans la famille chrétienne, ces trois peuples ont également conservé un souvenir moins effacé du berceau païen commun. La véritable interprétation du curieux traité de Tacite sur la religion et les mœurs des Germains nos ancêtres se trouve dans les sagas islandaises ; l'admirable musée scandinave de Copenhague nous révèle des origines inconnues, et les idiomes des races germaniques laissent pénétrer la moitié de leurs secrets à qui connaît les langues du Nord.

De fait, ces pays n'ont pas attendu la construction européenne pour pratiquer la liberté de circulation et l'homogénéisation des lois. L'ennui, c'est qu'ils ne cessent d'oeuvrer, chacun de leur côté, pour la suprématie régionale.

Sitôt le livre plaidoyer de Gunnar Wetterberg publié, le 1er novembre, les réserves ont fusé ici et là.

Quid des monarchies dans trois des cinq pays? Quelle monnaie pour cette union, alors que seule la Finlande s'est dotée de l'euro? Et ne vaudrait-il pas mieux, se demande Carl Bildt, le chef de la diplomatie suédoise, convaincre la Norvège et l'Islande d'adhérer à l'UE? Volontiers provocateur, l'historien persiste: un Etat fédéral nordique peut voir le jour d'ici "vingt à trente ans".

Ce qui est sûr, c'est que le souvenir d'une commune origine et d'une ancienne alliance a fait détester les guerres et les brouilles entre nations nordiques.... Les cinq nations du Nord avaient appris à se respecter en se combattant, elles ont voulu s'aimer en se connaissant mieux encore, et leurs poètes ont été ainsi amenés à concevoir l'idée de cette nouvelle union par laquelle, confondant leurs langues, leurs littératures, et même, selon le désir de quelques-uns, leurs armées et leurs marines, elles mettraient enfin un terme à leurs dissensions intérieures et triple-raient leurs forces contre l'étranger.

Il s'en faut naturellement de beaucoup cependant que l'idée scandinave, que le scandinavisme, comme on l'appelle, soit totalement de retour dans le domaine de la «politique sérieuse et raisonnée».

L'espoir d'une réunion des trois royaumes sous un seul et même gouvernement -avant que celui-ci n'affronte certainement aussitôt des forces centrifuges de partition- doit être encore considéré comme un rêve ; mais enfin les pensées d'union sont plus fécondes que les pensées de guerre !

L'historien qui veut l'Union Nordique

Le célèbre historien suédois Gunnar Wetterberg s'est fait l'avocat du scandinavisme et de l'union des cinq Etats scandinaves.

Une seule et même armée scandinave pour éviter de terminer comme dans la série «occupied» ?

Vers un bouclier nordique

L'idée qui tout récemment encore paraissait une élucubration scandinave fruit de l'exclusivité ethnique et de l'égoïsme national des Vikings, commence à prendre forme. La péninsule scandinave (avec ses sœurs autonomes, les îles Féroé et le Groenland danois et les îles Åland finlandaises) réfléchit sérieusement à se constituer en "île" au sein de l'Union européenne et de l'Europe et aux avantages politiques, administratifs, militaires et géographiques qu'une telle démarche comporterait.

L'idée de constituer la Fédération nordique unie (United Nordic Federation) émane du professeur Gunnar Wetterberg, célèbre historien suédois. Il l'a formulée dans un livre publié en 2009, dans lequel il expliquait que la nouvelle fédération pourrait devenir la version scandinave de la Suisse ou des Etats-Unis, avec la même répartition des droits et obligations entre ses membres: ils conserveraient leur identité nationale tout en déléguant leur souveraineté et leur politique étrangère, militaire et, en partie, économique, aux organismes fédéraux.

Le livre a reçu le statut de document officiel du Conseil nordique, organisme politique consultatif des cinq Etats nordiques (îles comprises).

Si cette idée ne s'était pas matérialisée dans une tête suédoise, elle aurait sûrement conquis les Scandinaves beaucoup plus rapidement qu'elle ne le fait actuellement. Le fait est que depuis la nuit des temps, les Scandinaves éprouvent une grande antipathie historique et nourrissent des soupçons bien fondés à l'égard de toute initiative émanant de la Suède. Les Norvégiens et les Finlandais ont été opprimés par les Suédois (tout comme par les Danois, d'ailleurs) pendant des siècles, et ils sont loin de partager l'enthousiasme fédéraliste de ces derniers. Selon la vision suédoise de la nouvelle Fédération nordique, celle-ci devrait être symboliquement dirigée par la couronne danoise. Or, les Norvégiens ont déjà vécu sous la férule de cette couronne et ne sont pas disposés à s'y soumettre de nouveau.

Toutefois, toutes les conditions économiques et les stimuli en vue de la formation d'un Marché commun purement scandinave accompagné d'une superstructure étatique sont réunis. Qui plus est, au fur et à mesure de la propagation de la crise de l'euro au sein de l'Union européenne, ces velléités s'affermiront. Bien que la Norvège, l'Islande et même le Groenland danois ne fassent pas partie de l'Union européenne, ils sont économiquement liés à l'Union et forment avec elle un marché commun, car ils appartiennent à l'Espace économique européen.

La population du G5 nordique s'élève à



25 millions d'habitants (un peu plus, en ajoutant les îles). Le PIB consolidé de ces pays est évalué à près de 1.600 milliards de dollars ce qui est légèrement supérieur au PIB de l'Espagne, cinquième puissance économique de l'Union européenne et neuvième économie de la planète. Les Scandinaves estiment qu'en formant des Etats unis en miniature, ils se feront entendre dans tous les forums économiques du monde.

Ils seront notamment admis au G20 et renforceront simultanément, par le biais d'une économie consolidée, le poids nordique sur l'échiquier mondial où ces pays servent actuellement en premier lieu d'outils pour la délicate médiation "scandinave". Si l'idée se limitait à la Fédération nordique en tant que telle, elle ne serait probablement restée qu'une curiosité. Mais elle n'est pas la seule à agiter actuellement les esprits des responsables politiques des pays scandinaves. Si l'économie de ces derniers est surtout axée sur l'Union européenne, c'est l'Arctique qui les intéresse en termes de ressources. Et là, ils voient clairement les efforts de la Russie qui cherche à délimiter sa partie du plateau continental arctique, ce qui mène automatiquement à la privatisation de ses gigantesques ressources: aussi bien des richesses du sous-sol que celles des mers et des voies maritimes du nord.

La Fédération nordique unie a déjà une composante militaire, ou plutôt une base militaire prometteuse. En 2009, la Norvège, plus exactement Thorvald Stoltenberg, ancien ministre norvégien des Affaires étrangères et ex-ministre de la Défense, a proposé au Conseil nordique de constituer le Pacte nordique.

En novembre 2010, les ministres des Affaires étrangères du G5 nordique réunis à Reykjavik (Islande) ont "examiné le problème sous tous ses aspects" à titre préalable. Ils pourront s'y atteler plus sérieusement à Helsinki en avril 2011.

Le plan de Stoltenberg (père de Jens Stoltenberg, premier ministre de la Norvège jusqu'en 2013), prévoit la création d'une version miniature de l'OTAN (dont la Finlande et la Suède ne font pas partie) pour les pays scandinaves et arctiques. L'alliance comprendra des forces militaires et civiles de réaction rapide dans les régions en conflit, des troupes maritimes unifiées de débarquement, des gardes-frontière, un centre commun de défense cybernétique, un centre unifié de reconnaissance aérienne, maritime et spatiale, ainsi qu'un système commun de coordination des efforts dans l'Arctique.

Dans une récente interview, Thorvald Stoltenberg a déclaré que son plan constituait une réponse aux réalités géopolitiques en mutation rapide. "Nous vivons dans un monde où la notion de « très loin » n'existe plus... Nos moyens devraient être à la mesure de notre responsabilité, cela concerne notamment les défis à relever en Arctique où les glaces reculent".

Notons, ce qui n'est pas sans importance, que le plan nordique a déjà reçu le soutien de tous les principaux groupes militaro-industriels des pays scandinaves. Selon le porte-parole du suédois Saab, le premier groupe aéronautique scandinave, le marché nordique des armements sera le quatrième au monde si le Pacte nordique est mis en œuvre.

Fiche histoire : l'Union de Kalmaar

L'Union de Kalmaar est une alliance conclue en 1397 entre les royaumes de Norvège, de Danemark et de Suède (qui comprenait alors la Finlande); l'Union incluait l'île de Gotland (en mer Baltique) et la Poméranie, une région historique située au nord de la Pologne, divisée en Poméranie de l'Ouest (avec Szczecin comme capitale) et en Poméranie de l'Est (avec Gdansk comme capitale).

L'Union de Kalmaar, un traité signé le 20 juillet 1397, unit les trois États, tout en préservant les institutions et la législation de chacun d'eux.

Il s'agissait donc de ce qu'on appellerait aujourd'hui une «Confédération». C'est à la reine Margrethe Valdemarsdotter (fille de Valdemar) que revint les trois couronnes. Margrete Ire était héritière par son fils Olav II, mort en 1387, des couronnes de Danemark et de Norvège et fut reconnue reine par les Suédois contre le Poméranien Albert de Mecklembourg.

L'Union ne survécut pas à Marguerite (Margrete), morte en 1412: la Suède s'en détacha en 1434 (révolte d'Engelbrecht) et la Norvège au début du XVI^e siècle.

Cet échec témoigne des limites de la solidarité des principautés scandinaves, divisées à la fois par leurs cultures et par les rivalités commerciales en mer Baltique.



DES IDENTITAIRES PERTURBENT UNE PIÈCE DE THÉÂTRE EN AUTRICHE

Depuis quelques années désormais, le mouvement identitaire s'est implanté en Autriche, en reprenant les codes de la Génération Identitaire fondée en France. Sur le même modèle que leurs compères français, les identitaires autrichiens manient avec brio le buzz. Dernier exemple en date : ces derniers se sont infiltrés lors d'une représentation d'une pièce de théâtre militant pro-migrants, actuellement en tournée dans le pays, et ont fait irruption sur scène avec une banderole antimigrants. Par cette action symbolique, les identitaires souhaitaient marquer leur refus de l'arrivée massive de réfugiés en Autriche, qui viennent en nombre depuis les Balkans.

LE MINISTRE ESPAGNOL DE L'INDUSTRIE DÉMISSIONNE

Suite aux révélations du groupe de journalistes concernant l'évasion fiscale de personnalités publiques via des sociétés offshore dans des paradis fiscaux, le Ministre espagnol de l'industrie a été contraint de démissionner. Celui-ci avait tout d'abord nié son implication, ne concédant que la participation durant quelques mois à peine dans les années 1990 dans une société offshore. Il avait alors reconnu que cette courte participation était une erreur.

Néanmoins, des journalistes espagnols investigant plus avant, ont découvert que les participations du ministre avaient largement dépassé l'humble stade que celui-ci avait bien voulu avouer. Face à l'ampleur de la contestation, celui-ci a donc décidé de se retirer, creusant encore un peu plus le discrédit dont est victime le gouvernement conservateur actuellement au pouvoir.

LA CAMPAGNE DU BREXIT EST LANCÉE

Vendredi dernier, la campagne pour le referendum sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne a débuté. La consultation prévue en juin promet d'être très serrée. À l'heure actuelle, les deux camps sont placés à égalité parfaite par les instituts de sondage. Dans le camp des pro-sortie, les souverainistes de l'UKIP et une grosse centaine de Members of Parliament torys. Le leader socialiste du Labour, Jeremy Corbyn, s'est en revanche rallié au camp du maintien au sein de l'UE. Il rejoint ainsi le camp du Premier Ministre conservateur, qui défend le résultat de sa négociation avec Bruxelles, qui ont accordé des concessions aux eurosceptiques d'Outre-Manche.

L'enjeu majeur de ce scrutin sera la participation, les pro-sortie (plus âgés) étant plus enclins à aller voter. Le manque d'enthousiasme du

leader travailliste à faire campagne pour le maintien dans l'UE pourrait également ne pas encourager son camp à se mobiliser...

NOUVEAU PREMIER-MINISTRE EN UKRAÏNE

Suite à la démission de Iatseniouk, le Président ukrainien Petro Poroshenko, en accord avec le Parlement a nommé un nouveau premier ministre, l'anti-russe d'origine juive Volodymyr Hroïzman. Le gouvernement de Kiev, lui aussi empêtré dans les scandales financiers, connaît de graves difficultés internes et la longévité de ce nouveau gouvernement semble déjà compromise.

VERS LA PARTITION DU SOUDAN-NORD ?

La semaine dernière s'est déroulée dans la région du Darfour un referendum sur l'organisation du territoire. Deux choix étaient proposés aux électeurs : maintenir le statu quo (c'est-à-dire une séparation du Darfour en cinq régions administratives et faible autonomie de la région au sein du Soudan) ou la fusion des régions administratives présentes au Darfour, et la création d'une grande région autonome du Darfour. Les résultats de ce scrutin – dont le respect des règles démocratiques est contesté – sont encore attendus.

AVEZ-VOUS DES NOUVELLES DES LYCÉENNES NIGÉRIANNES ?

Cela va faire deux années désormais que 250 lycéennes africaines chrétiennes ont été enlevées par le groupe djihadiste Boko Haram. Leur enlèvement avait suscité une crise aigüe compassionnelle dans tout l'occident, le mot-dièse #Bringbackourgirls avait alors déferlé sur la toile. Depuis cependant, l'enquête piétine. C'est le groupe djihadiste qui en a fait reparler cette semaine, en diffusant une vidéo, datant de décembre 2015, d'une partie des lycéennes enlevées. Cette vidéo représente une preuve de vie qui avait été demandée par le gouvernement du Nigéria, comme préalable aux négociations, en vue d'un éventuel échange de prisonniers.

MERKEL PRÉFÈRE ERDOGAN

Suite à une satire particulièrement virulente d'un humoriste allemand sur le Premier ministre turc Erdogan – le qualifiant entre autres de zoophile – le dirigeant turc a manifesté la volonté de poursuivre pénalement l'humoriste. Malgré la contestation générale et le climat anti-turc grandissant en Allemagne, la chancelière Angela Merkel a donné son accord pour que ces poursuites pénales puissent avoir lieu.

Pour tout «royaliste révolutionnaire», le refus du modèle bourgeois et la question de la qualité anthropologique des princes sont au centre de tout... Les enfants d'un monarque allié avec une roturière peuvent-ils, sauf exception, devenir autre chose que des glandeurs ou des play-boys nuisibles ?

Pour une république scandinave !

Contre le modèle nuisible des monarchies roturières



Dans son livre publié en 2009, Gunnar Wetterberg, ne fuit pas la question de la nature institutionnelle de la fédération qu'il appelle de ses vœux. Dans la mesure où les principaux Etats de cette fédération sont des monarchies constitutionnelles, le célèbre historien plaide pour l'adoption d'un régime identique au niveau fédéral...

Bien que suédois, Gunnar Wetterberg prend même position pour la reine du Danemark, ce qui montre au passage la profonde disqualification dont souffrent désormais les Maisons «royales» de Suède et de Norvège...

Le Roi de Suède est un play boy mal guéri... Il a épousé une roturière qui a plus de dignité royale que lui... Le Roi a accepté que son fils Carl-Filip soit écarté de la succession par une loi non salique et qu'il se consacre désormais à la poursuite sexuelle de quelques pétasses télévisuelles... Le roi a ensuite laissé son héritière, la princesse Victoria, épouser un professeur de fitness...

En 2010, Thomas Sjöberg et deux autres journalistes, révèlent qu'au début de son règne, commencé à 27 ans, le roi Carl-Gustave organisait de nombreuses soirées "avec filles à la carte".

En 1990, il a également entretenu une liaison avec Camilla Henemark, une chanteuse nigériano-suédoise du groupe *Army of Lovers*. En 1996, il se serait rendu dans une boîte de strip-tease, laissant un pourboire de 10 000 dollars...

Outre une vie résolument dissolue, les compétences du roi de Suède pour gouverner son pays sont également remises en question. Carl XVI a mal orthographié son propre nom sur des documents officiels, laissant planer des doutes sur une probable dyslexie. Tout d'abord sur celui de son accession au trône en 1973, puis lors d'une visite d'une mine à Falun. En 1997, la reine Silvia déclare lors d'une interview télévisée qu'il n'a pas reçu "toute l'aide dont il aurait eu besoin" lors de son enfance. Bref, c'est une burne sur pattes... un nuisible...

Ne nous étonnons pas après cela que son fils Carl Filip ait choisi de vivre avec la publicitaire Emma Pernarld puisque son histoire d'amour avec une mannequin de lingerie sexy avait précédemment fait trop sensation !

Même démonétisation en Norvège chez le roi Harald V, qui épousa une roturière Sonja Haraldsen. Le débonnaire roi de Norvège qui parle à la télé de son épouse comme d'une «troll», a laissé sa fille épouser l'écrivain roturier juif Ari Behn et son fils

Haakon épouser Mette-Marit Tjessem Høiby, une roturière norvégienne, déjà fille-mère d'un petit garçon qui apporte au couple héritier un petit côté «Famille recomposée»...

Selon le magazine économique américain *People With Money* et sa très attendue liste des « monarques les mieux payés du monde » publiée samedi (16 avril), Le roi Harald V de Norvège aurait amassé entre les mois de mars 2015 et mars 2016 la prodigieuse somme de 75 millions d'euros, sonnants et trébuchants. Une hausse de quasiment 40 millions par rapport à l'année précédente. D'après les calculs, le monarque-entrepreneur pèserait aujourd'hui près de 215 millions d'euros. Outre ses gains professionnels il devrait son immense fortune à de judicieux placements boursiers, un patrimoine immobilier conséquent et le très lucratif contrat publicitaire avec les cosmétiques CoverGirl. Il posséderait également plusieurs restaurants à Oslo (dont la chaîne « Chez l'gros Harald »), un club de Football à Asker, et serait également impliqué dans la mode adolescente avec une ligne de vêtements « Le roi Harald V de Norvège Séduction » ainsi qu'un parfum «L'eau de Harald », autant de succès financiers absolument répunants...

Au Danemark, ce n'est guère mieux... D'abord, tous les princes vont eux-mêmes, comme cela est maintenant général dans les dynasties d'Europe du Nord, chercher leurs enfants à l'école, pour faire peuple, décontracté, pas bégueule, et moderne...

Naturellement, la reine Margret II, fruit d'une alliance anthropologiquement fiable -elle est la fille du roi Frédéric IX de Danemark (1899-1972) et de son épouse la princesse Ingrid de Suède (1910-2000)- est une souveraine parfaitement sage, aux loisirs et hobbies aussi sages que la peinture, la création d'étoffes destinées aux églises danoises, l'aquarelle, le dessin, la scénographie ou la broderie... La reine a même illustré en 1977 l'édition du Seigneur des Anneaux de JR Tolkien...

Seulement, hélas, depuis que la souveraine a épousé un diplomate français de fausse noblesse bourgeoise, Henri De Monpezat, les choses tournent mal... Le prince consort et la reine ont traduit, en 1981, l'œuvre de Simone de Beauvoir *Tous les hommes sont mortels* et, dans ces conditions de relâchement évident, les fils du couple, ont épousé des roturières. Pour le prince héritier Frédéric, une australienne ; pour le prince cadet Joachim une chinoise de Kong-Kong et puis enfin une parisienne très baisable...

Jean-Marc Monestier